

Le bio et le nucléaire, fable d'Outre-Rhin

Jacques FOOS,
Professeur Honoraire au Conservatoire National des Arts et Métiers
(Sciences et Technologies Nucléaires)

Les aléas de l'agriculture « bio », les achats d'électricité par l'Allemagne, la bonne conscience « anti-nucléaire » du consommateur français, le redémarrage des émissions de CO₂ : n'est-il pas temps de regarder en face quelques réalités sur l'environnement qu'il n'est plus possible d'occulter ?

L'Allemagne a été frappée par un terrible fléau, faisant plus de 40 morts et des milliers d'hospitalisés. Une menace qui ne s'arrêtait pas à la frontière puisqu'elle a essaimé en Europe. Angela Merkel a donc bien fait de sortir le pays du nucléaire !

Ce n'était pas un accident nucléaire ? Ah bon... Le concombre espagnol d'une agriculture trop industrielle alors... Non plus. On s'aperçut que le ver était dans le fruit et que l'origine de l'épidémie se trouvait dans une ferme « bio » à Bienenbüttel en Basse-Saxe.

Cette mode du « bio », qui s'appuie sur le culte d'une Mère Nature généreuse écrasée par la suffisance de l'Homme oublie les terribles épidémies de peste et de choléra qui firent une centaine de millions de morts au XIV^e siècle (le quart de la population mondiale de l'époque) sans oublier la grippe espagnole de 1918 qui fit 25 millions de victimes en Europe. Elle oublie aussi que l'intelligence de l'Homme au service de la recherche médicale a fait passer l'espérance de vie de 30 à 80 ans dans les pays développés ! Cette mode a enfin également montré ses limites en France, dans la ville de Noël Mamère, grand pourfendeur des OGM et de l'atome.

Mais restons-en à l'Allemagne. *On peut penser que cette épidémie « bio » a d'ores et déjà fait plus de décès et d'hospitalisés en Allemagne que Fukushima n'en fera jamais au Japon !* En effet, et fort heureusement, on n'a constaté, pour l'instant, aucune mort liée à une irradiation lors des accidents de Fukushima et si cette situation sanitaire ne dégénère pas dans l'avenir - et on ne voit pas pourquoi elle s'aggraverait - on peut penser que ces accidents, s'ils conduisent à une vraie catastrophe économique, n'entraîneront pas d'autres pertes humaines à côté des dizaines de milliers de morts liés au tremblement de terre et au tsunami. Le tribut payé par les Japonais est déjà bien assez lourd comme ça ! Et bien sûr, ce ne sont pas les irradiations du « panache de Fukushima » qui provoqueront des morts ailleurs dans le monde.

Pour reprendre une publicité entendue sur nos ondes : « *Pas besoin de parler allemand pour comprendre ...* » que la décision de sortir du nucléaire n'est que préoccupation électorale germano-allemande, malheureusement cause d'une pollution environnementale planétaire ! En effet, alors que l'Allemagne est déjà l'un des grands pays européens les plus pollueurs en terme de CO₂ (9,8 tonnes par habitant contre 5,8 pour la France, 798 millions de tonnes au total contre 369 chez nous selon les chiffres les plus récents), ce sont, outre-Rhin, les centrales à gaz et à lignite (le combustible fossile le plus sale !) qui vont tourner à fond.

Décision hypocrite aussi car les Allemands vont, sans aucun complexe, acheter de l'électricité nucléaire à la France.

Ces achats d'électricité à la France donnent l'occasion de nous pencher sur un problème qui est même interne à la France, dans certaines régions : avoir le beurre et l'argent du beurre ! Il est facile, même chez nous, de demander l'arrêt de la centrale de Fessenheim par exemple, en sachant que, de toute façon, on aura toujours l'électricité à l'interrupteur et toujours au même prix grâce aux petits camarades des autres régions qui eux sont plus raisonnables. Il faut responsabiliser chacun et pour cela, il n'y a qu'une seule recette, malheureusement : « toucher au porte-monnaie ».

Je ne donnerai qu'un seul exemple, sous forme de suggestion : tenir compte du coût du transport de l'électricité. On pourrait établir que ce coût est nul pour tous ceux qui habitent dans un rayon de 30 km d'une centrale (par ex. 3 c€ en moins par kWh sur la facture HT), ce qui ferait une diminution d'environ 25 % de la facture. Le prix reste stable entre 30 et 100 km puis augmente de 3 c€ par tranche de 100 km d'éloignement de la source d'énergie. Ceci signifie que, pour les plus éloignés, la facture peut doubler, même si on module par rapport aux autres sources d'électricité de la région (par exemple, la Bretagne ne produit que 7% de l'électricité qu'elle consomme : faire baisser le nouveau montant de sa facture d'autant pour tenir compte de la production « locale » ne changera pas grand chose).

Ainsi, avant de prendre la décision de fermer une centrale, non pas pour des raisons de sûreté mais uniquement dans l'espoir de récupérer quelques voix écologistes à de prochaines élections, il faudra préciser aux populations concernées que leur facture d'électricité est susceptible de doubler ! Cela permettrait aussi aux élus de prendre leurs responsabilités en pleine connaissance de cause.

Quant à la vente à l'étranger (Allemagne, Suisse, Italie par exemple), il suffit d'appliquer la même règle, en prenant comme distance moyenne celle entre le centre de la France et le centre du pays. Le surcoût du kWh serait alors compris entre 40 et 50 c€, ce qui mettrait le coût total du kWh « rendu » à une valeur équivalente à celle du kWh photovoltaïque ; ceci ne peut que séduire nos voisins.

Je n'ignore pas que ces suggestions n'ont rien de réaliste, malheureusement, au regard de tous les paramètres qui concourent à la distribution du courant électrique. Mais les Français en ont un peu assez d'être les « vaches à lait » électriques de l'Europe sans contre-partie (voire être victimes comme lors du black-out du 4 novembre 2006, qui a privé la moitié de la France d'électricité pendant plusieurs heures et qui a été due, selon la Commission de régulation de l'énergie, au « caractère aléatoire des déconnexions et reconnexions des centrales éoliennes » allemandes et espagnoles).

Enfin, responsabiliser les politiques français face à leurs électeurs est essentiel et leur donner des arguments « sonnants et trébuchants » peut leur être utile. Et dans le débat européen, il est bon de rappeler que la France est soumise aux mêmes contraintes que les autres pays, en terme de rejets de CO₂ alors que nous sommes depuis longtemps un des meilleurs élèves européens en cette matière.

Juin 2011